

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Chine & Mongolie

Une publication du SER de Pékin
Semaine du 27 mai 2024

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

PMI : l'indice PMI manufacturier officiel repasse en zone de contraction en mai

Politique économique : réunion du Politburo sur les thèmes du développement de la région centrale, et des risques financiers

Croissance : le FMI modifie sa prévision de croissance pour la Chine, de 4,6 % à 5 % pour 2024

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

E-commerce : le gouvernement chinois renforce son soutien au développement du commerce électronique transfrontalier

Relation Chine-Japon-Corée du Sud : la Chine, le Japon et la Corée du Sud s'accordent pour poursuivre les négociations sur un accord de libre-échange

Contrôle des exportations : annonce de nouvelles mesures portant sur des composants aéronautiques et spatiaux

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Semi-conducteurs : la Chine lance la troisième phase de son « Big Fund », doté de 47,5 milliards de dollars, pour renforcer l'industrie nationale du semi-conducteur

Semi-conducteurs : les capacités chinoises de production pourraient croître de 40 % d'ici 2029

Semi-conducteurs : publication de deux nouveaux standards

Batteries : le gouvernement chinois prévoirait d'investir plus de 830 M USD dans les batteries solides

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Énergie / Climat : plan 2024-2025 du Conseil des affaires de l'État sur l'économie d'énergie et la réduction des émissions carbone

Biodiversité : lancement officiel du Fonds de Kunming

Environnement : incitations pour le financement de projets verts

Energie : collecte de données sur l'efficacité énergétique

Electricité : mesures sur l'achat garanti d'électricité renouvelable

Aéronautique : COMAC fait la promotion du C919 en Arabie Saoudite

Agriculture et agro-alimentaire [\(ici\)](#)

Viande bovine : la Chine élargit son portefeuille de pays fournisseurs

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Guangdong – Shenzhen : 8e conférence mondiale sur les drones

Guangdong - Guangzhou : 26e conférence sur la fabrication de circuits intégrés et sur l'innovation et le développement de sa chaîne d'approvisionnement

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong [\(ici\)](#)

Attractivité : P. CHAN, Secrétaire aux Finances, en déplacement à Paris

Finance Verte : nouvelle certification ESG pour les acteurs du marché financier

Macao [\(ici\)](#)

Macroéconomie : le PIB de Macao a augmenté de 25,7 % au premier trimestre 2024

Taiwan [\(ici\)](#)

Economie : le ministère du budget taïwanais réhausse ses prévisions de croissance pour 2024 à 3,9 %, anticipant une reprise du marché des semiconducteurs (segments IA et HPC)

Energie : le ministre du NDC « n'exclut pas » le retour du nucléaire mais sous conditions

Semi-conducteurs : TSMC annonce avoir obtenu une dérogation permanente du gouvernement américain pour son usine de Nanjing

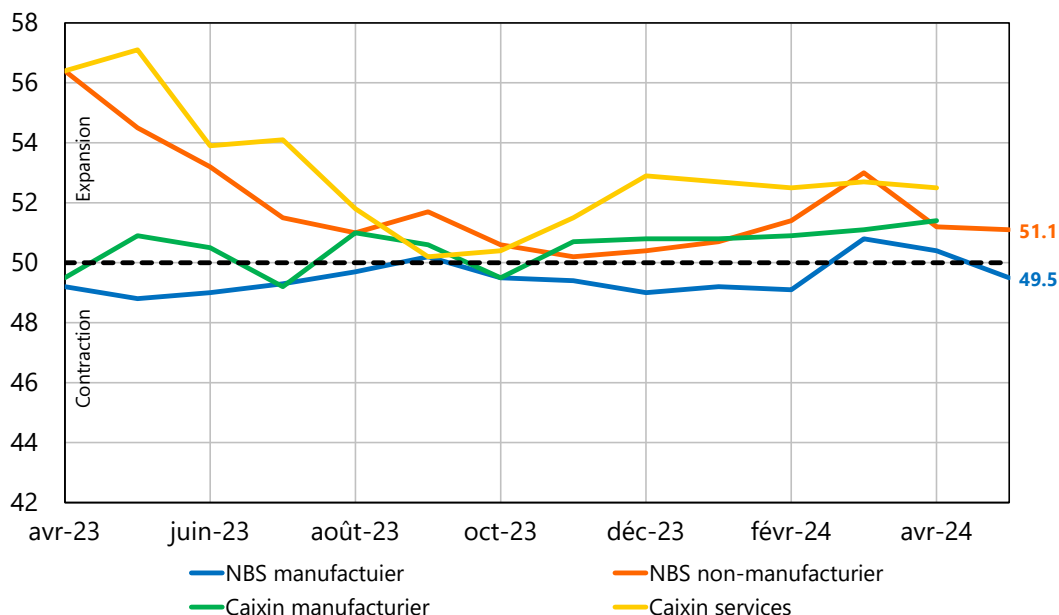
Agriculture : signature d'un accord de reconnaissance mutuelle sur les produits bio avec le Royaume-Uni

Chine continentale

Conjoncture

PMI : l'indice PMI manufacturier officiel repasse en zone de contraction en mai

Niveau des Indices PMI chinois



Sources: NBS, Caixin

Au mois de mai, l'indice PMI manufacturier [officiel](#) diminue et s'établit à 49,5 (contre 50,4 en avril). Cette baisse s'explique principalement d'une part par la diminution du sous-indice de la production (de 52,9 en avril à 50,8 pour mai), qui demeure toutefois en zone d'expansion, et d'autre part par la baisse et le passage en zone de contraction des sous-indices des nouvelles commandes (de 51,1 à 49,6) et de celui des nouvelles commandes à l'exportation (qui diminue de 50,6 à 48,3). Le ralentissement de la demande domestique et extérieur s'est par conséquent amplifié par rapport à avril.

L'indice PMI non-manufacturier officiel s'établit à 51,1 au mois de mai (quasi-stable après 51,2 en avril), dont un sous-indice de 54,4 pour le secteur de la construction (en baisse de 1,4 point) et de 50,5 pour les services (soit une légère hausse de 0,2 point).

Les indices PMI Caixin seront publiés à partir de ce samedi.

Pour mémoire, le PMI manufacturier Caixin utilise un échantillon plus petit (500 entreprises) que le PMI officiel (3000 entreprises), et inclut davantage de PME, de sociétés privées et d'exportateurs situés dans les régions côtières. Il arrive régulièrement que les deux indices divergent.

Politique économique : réunion du Politburo sur les thèmes du développement de la région centrale, et des risques financiers

Deux dossiers ont été examinés lors d'une réunion du Politburo tenue le 27 mai et présidée par Xi Jinping : les « politiques et mesures visant à promouvoir un développement accéléré de la région centrale dans la nouvelle ère » et les « Règlements de responsabilité visant à désamorcer les risques financiers ».

Pour mémoire, la région centrale comprend six provinces : le Shanxi, l'Anhui, le Jiangxi, le Henan, le Hubei et le Hunan. La région est jugée stratégique en matière de production céréalière, de matière première énergétique, de fabrication d'équipements modernes et d'industrie de haute technologie. Elle est aussi définie comme une plateforme de transport intégrée. Concrètement, il faut renforcer la recherche scientifique et technologique, promouvoir une circulation efficace et libre des facteurs de production, adhérer au développement intégré des zones urbaines et rurales, améliorer la garantie en ressources alimentaires et énergétiques, accroître le soutien de la part des autorités et créer une forte synergie entre les provinces de la région.

Le deuxième dossier relatif à la prévention de risques financiers s'inscrit dans le langage de fermeté déjà utilisé précédemment. La répartition des compétences et responsabilités entre régulateurs est en particulier évoquée. Aucune mesure concrète n'a été évoquée.

La [session d'étude du Politburo](#) a été dédiée au sujet du travail. En particulier, Xi Jinping a appelé à créer de nouveaux emplois, avec un accent particulier mis sur l'emploi des jeunes diplômés.

Croissance : le FMI modifie sa prévision de croissance pour la Chine, de 4,6 % à 5 % pour 2024

La Première Directrice générale adjointe du FMI Gita Gopinath, en déplacement à Pékin cette semaine, [a annoncé dans une conférence de presse](#) mettre à jour la prévision de croissance pour 2024, du fait des bons chiffres du premier trimestre et des récentes mesures relatives au secteur immobilier. Passant de 4,6 % à 5 %, le FMI aligne sa prévision avec l'objectif publié par les autorités chinoises.

Le FMI continue cependant d'insister sur les nécessités de réformes structurelles du modèle économique chinois, pour le rééquilibrer vers la demande intérieure. Il cite par exemple le renforcement des filets de sécurité sociaux, l'augmentation des revenus des ménages, ou la réduction des dispositifs de subventions directes ou indirectes.

La prévision pour 2025 a aussi été augmentée de 4,1 à 4,5 %. La prévision pour 2029 est de 3,3 %.

Echanges et politique commerciale

E-commerce : le gouvernement chinois renforce son soutien au développement du commerce électronique transfrontalier

Le 24 mai, le Premier ministre chinois LI Qiang a présidé une [réunion exécutive du Conseil des Affaires d'État](#) consacrée notamment au E-commerce transfrontalier. Le gouvernement chinois a adopté à cette occasion une nouvelle politique visant à promouvoir le développement des exportations transfrontalières de commerce électronique (CBEC) et des entrepôts à l'étranger.

Cette nouvelle politique de promotion prévoit en particulier « d'accroître le soutien financier, de renforcer la construction d'infrastructures et de systèmes logistiques appropriés, d'optimiser la supervision et les services, et d'établir des normes, des règles et des mécanismes de coopération internationale » en faveur des plateformes de commerce électronique.

D'après le centre de recherche *Trivium China*, les entreprises chinoises de E-commerce bénéficient d'ores et déjà de traitement fiscal préférentiel, des procédures douanières favorables et des subventions pour la construction d'entrepôts qui facilitent l'exportation de marchandises directement vers les consommateurs finaux. Les exportations de E-commerce seraient passées de 110 Mds USD en 2019 à 252 Mds USD en 2023.

Relation Chine-Japon-Corée du Sud : la Chine, le Japon et la Corée du Sud s'accordent pour poursuivre les négociations sur un accord de libre-échange

Le Premier ministre chinois LI Qiang, le Président coréen YOON Suk Yeol et le Premier ministre japonais Fumio KISHIDA se sont réunis le 27 mai à Séoul. Ce 9^{ème} sommet trilatéral, qui ne s'était pas tenu depuis 4 ans, avait pour objectif d'approfondir les relations commerciales des trois pays et de poursuivre les négociations sur un accord de libre-échange (ALE) dans un contexte d'incertitudes économique et de rivalités géostratégiques.

Dans un [communiqué conjoint](#), les dirigeants des trois pays sont convenus d'institutionnaliser leur coopération à travers la tenue régulière de sommets et de conférences tripartites, précisant que le Japon accueillerait la prochaine réunion de dirigeants. Les trois dirigeants poursuivront également leurs discussions sur « l'accélération des négociations » en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange qui soit « libre, équitable, complet, de haute qualité et mutuellement bénéfique ».

Contrôle des exportations : annonce de nouvelles mesures portant sur des composants aéronautiques et spatiaux

Le 30 mai, le ministère du commerce chinois (MofCom), l'administration générale des douanes (GACC) et le département de l'équipement de la commission militaire centrale ont annoncé que la Chine contrôlera les exportations de certains composants aéronautiques et spatiaux à partir du 1^{er} juillet 2024.

Dans un [communiqué](#), les autorités ont indiqué que les exportations de certaines pièces structurelles aérospatiales, d'équipements de fabrication de moteurs, de moteurs à turbine à gaz, de moules pour la fabrication de combinaisons spatiales, l'équipement et les logiciels utilisés pour les fabriquer, que certains matériaux en fibre de polyéthylène seraient soumis à l'obtention d'une licence d'export.

Selon le communiqué, ces mesures ne sont pas spécifiques à un pays ou à une région et vise à « préserver la sécurité et les intérêts nationaux et remplir les obligations internationales relatives à la non-prolifération ».

Industrie et numérique

Semi-conducteurs : la Chine lance la troisième phase de son « Big Fund », doté de 47,5 milliards de dollars, pour renforcer l'industrie nationale du semi-conducteur

La troisième phase du « *China Integrated Circuit Industry Investment Fund* », également connu sous le nom de « Big Fund », a été lancée la semaine dernière avec un capital enregistré de 344 Mds CNY (43,9 Mds EUR). Ce montant – le plus important depuis l'introduction du Big Fund en 2014 – sera mobilisé au cours des cinq à dix prochaines années pour accélérer le développement d'une industrie chinoise autonome des semi-conducteurs.

Au-delà du soutien aux principaux fondeurs chinois (SMIC et Hua Hong), cette troisième édition pourrait se concentrer sur le secteur de l'intelligence artificielle et notamment à la fabrication de puces inférieure à 15 nm. Une autre priorité sera probablement accordée au développement d'équipements avancés de fabrication de puces ainsi qu'aux technologies dites de « packaging avancé ». Depuis 2022, la Chine est confrontée à des restrictions d'importations d'équipements critiques, notamment les machines de gravure par photolithographie EUV et DUV ([voir les brèves du SER de Pékin de la semaine du 16 octobre 2023](#)).

Le « Big Fund III » regroupe 19 investisseurs en capital, avec le ministère chinois des Finances (MOF) et six banques d'Etat apportant 33 % du capital. Le nouveau fonds sera géré par Zhang Xin, un fonctionnaire du ministère de l'industrie et des technologies de l'information (MIIT), consacrant le rôle du MIIT comme pilote du développement d'une filière chinoise autonome du semi-conducteur. Pour mémoire, le Big Fund a été lancé en 2014, avec un premier financement de 138,7 Mds CNY (17,7 Mds EUR) suivi d'un second financement de 204,1 Mds CNY en 2019 (26 Mds EUR).

Semi-conducteurs : les capacités chinoises de production pourraient croître de 40 % d'ici 2029

Selon les données de TechInsights citées par [Digitimes](#), la capacité cumulée chinoise de production de semi-conducteurs (comprenant à la fois les usines chinoises à l'étranger et les usines étrangères en Chine) connaîtra une croissance de 40 % d'ici 2029. Les dépenses en équipements de fabrication de wafers en Chine sont passées de 11 Mds USD en 2018 à près de 30 Mds USD en 2023., ce qui se traduit par une croissance rapide des capacités.

Selon TechInsights, la grande majorité des semi-conducteurs produits en Chine se destine désormais à satisfaire la demande chinoise, alors que la majorité était vendue à des clients étrangers il y a 15 ans. Cette évolution s'explique notamment par l'explosion des besoins provoquées par l'irruption de nouvelles industries, notamment celles des véhicules électriques.

Semi-conducteurs : publication de deux nouveaux standards

La Chine a publié deux nouveaux standards portant sur les semi-conducteurs devant entrer en vigueur plus tard en 2024, confirmant ses ambitions en matière de standardisation.

Le premier standard concerne le « format pour la conception interopérable LSI-Package-Board ». Le second standard concerne le « fonctionnement et la maintenance à distance de l'équipement d'emballage IC - surveillance de l'état ». A mesure que les équipements d'emballage des circuits intégrés deviennent de plus en plus numérisés, connectés et intelligents, l'exploitation et la maintenance à distance (O&M) sont devenues des méthodes essentielles pour garantir la fiabilité, améliorer l'efficacité et prolonger la durée de vie de l'équipement.

Batteries : le gouvernement chinois prévoirait d'investir plus de 830 M USD dans les batteries solides

D'après [Reuters](#), reprenant des informations du quotidien officiel *China Daily*, le gouvernement chinois prévoirait d'investir plus de 6 Mds RMB (830 M USD) dans le développement des batteries solides, avec six entreprises bénéficiaires. Parmi les potentielles entreprises retenues figureraient des fabricants de batteries (CATL, WeLion New Energy Technology) mais aussi des constructeurs automobiles (BYD – également fabricant de batteries -, FAW, SAIC, Geely).

Les batteries solides se [différencient](#) des batteries lithium-ion actuelles par leur électrolyte (permettant aux ions de se déplacer d'une électrode à l'autre) : l'électrolyte liquide est remplacé par un composé inorganique solide. Cela permet d'améliorer la sécurité des batteries tout en améliorant leur durée de vie et en les rendant plus légères.

Pour rappel, un groupe de travail pour encourager le développement des batteries solides a été créé en janvier 2024 ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 22 janvier 2024](#)). Composée de membres de l'Académie chinoise des Sciences (CAS), la « plateforme d'innovation collaborative sur les batteries solides » (CASIP) est vouée à coordonner les efforts des constructeurs automobiles, des fabricants de batteries, des fournisseurs et des chercheurs.

Retour au sommaire [ici](#)

Développement durable, énergie et transports

Energie / Climat : plan 2024-2025 du Conseil des affaires de l'Etat sur l'économie d'énergie et la réduction des émissions carbone

Le 12 avril, le Conseil des affaires de l'État a [approuvé un plan 2024-2025 sur la conservation de l'énergie et la réduction des émissions de carbone](#) lors de sa réunion hebdomadaire. Ce plan a été [publié](#) un mois plus tard.

Le plan répète des cibles déjà connues : réduction de l'intensité énergétique de 2,5 % et de l'intensité carbone de 3,9 % entre 2023 et 2024 ; réduction de la consommation d'énergie d'industries d'une certaine taille de 3,5 % d'ici 2024 ; 20 % d'énergies non fossiles dans la consommation énergétique d'ici 2025 ; 39 % d'électricité non fossile d'ici 2025. Cependant, il **donne pour la première fois des cibles précises d'économies d'énergie et de réduction des émissions par secteur**. Le plan est divisé en 10 parties et aborde plus précisément les industries fortement émettrices (charbon, sidérurgie, pétrochimie, métaux non ferreux, matériaux de construction, bâtiments, transports, institutions publiques, produits et équipements consommateurs d'énergie...) en incitant au **contrôle de la production** (sidérurgie, pétrochimie, ciment), à **l'atteinte de standards minimum d'efficacité énergétique** pour les nouvelles capacités de production et à l'élimination ou la modernisation des usines qui ne respecteraient pas ces standards, à **l'électrification** (15 % d'acier produit avec des fours à arc électrique en 2025), au **recyclage** (24 % de métaux non ferreux recyclés en 2025), au renouvellement des capacités de production (cf. le plan sur le renouvellement des équipements, [voir brèves du 6 mai 2024](#)), à la **décarbonation des secteurs** en utilisant des technologies précisées. Le développement des capacités de production de matières premières essentielles pour les technologies vertes et les semi-conducteurs est encouragé (lithium, magnésium, silicium). Il est aussi indiqué que toutes les administrations et provinces doivent « faire de leur mieux pour atteindre les objectifs contraignants de réduction de l'intensité énergétique et carbone du 14^e Plan Quinquennal » et que le MEE doit renforcer sa supervision de ces objectifs, que la Chine risque de ne pas parvenir à atteindre ([voir brèves du 4 mars 2024](#)).

Biodiversité : lancement officiel du Fonds de Kunming

La [cérémonie officielle](#) de signature du Fonds de Kunming pour la biodiversité s'est déroulée le 28 mai, en présence du vice premier-ministre DING Xuexiang, d'officiels du MEE et de la directrice exécutive de l'UNEP. Ce fonds, annoncé par la Chine en octobre 2021 à l'occasion de sa présidence de la COP15 biodiversité, est abondé par la Chine à hauteur de

1,5 Mds RMB (200 M€) pour soutenir les efforts de protection de la biodiversité dans les pays en développement. La Chine est pour le moment seul contributeur du Fonds, mais a appelé d'autres pays à y contribuer. Le premier lot de projets devrait être mis en place avant la COP16, en octobre 2024 en Colombie. Le MEE a par la même occasion signé un accord de coopération avec l'UNEP.

Environnement : incitations pour le financement de projets verts

Le 10 mai 2024, la Banque Centrale (PBoC), le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) et les régulateurs financiers et boursiers (NFRA, CSRC) ont [annoncé](#) la mise en place d'un "mécanisme de recommandation de projets" afin d'augmenter le financement des projets liés à l'environnement (dans les domaines de la protection de l'environnement, la sobriété énergétique, la réduction des émissions, le recyclage des déchets, le développement vert, le marché carbone). Les autorités prévoient de créer une base de données de projets prioritaires nécessitant un financement, puis de proposer des incitations financières pour encourager les banques à leur offrir des crédits à des conditions favorables. Un autre signal favorable à la protection de l'environnement avait été émis le 10 avril dernier : la PBoC et 6 autres ministères (NDRC, CSRC, etc) ont [publié](#) des orientations sur l'amélioration globale du système financier pour renforcer le soutien au développement vert, notamment à travers le développement de normes et de nouveaux produits financiers. Pour cela, les institutions financières doivent établir des méthodes solides de comptabilisation des émissions, mettre en place des exigences plus strictes en matière de divulgation, ainsi que des cadres de gestion des risques climatiques. Certains analystes estiment que cela visera à mieux mettre en cohérence les marchés carbone et la finance verte.

Energie : collecte de données sur l'efficacité énergétique

La NDRC a [publié un avis officiel](#) sur la réalisation de diagnostics d'efficacité énergétique des « unités clés de consommation d'énergie ». D'ici fin 2024, toutes les entités qui consomment au moins 10 000 tonnes d'équivalent charbon standard par an seront considérées comme des « unités clés de consommation d'énergie ». L'objectif pour 2024 est de collecter des données sur les pratiques d'efficacité et de sobriété énergétiques de toutes ces entités et de soumettre au moins 60 % d'entre elles à un contrôle et à une supervision. D'ici fin 2025, l'objectif sera étendu à toutes les entités consommant au moins 5 000 tonnes d'équivalent charbon standard par an. Il existe environ 20 000 entités de ce type en Chine, qui représentent 70 % de la consommation d'énergie et des émissions carbone du pays. Cette directive fait suite au manquement de la cible d'intensité énergétique de la Chine en 2023 (-0,5 % au lieu de - 2 %, voir [brèves du 4 mars 2024](#)), et est censée soutenir son objectif de réduction de 2,5 % pour 2024.

Electricité : mesures sur l'achat garanti d'électricité renouvelable

Le 18 mars 2023, la NDRC a [publié](#) des mesures sur l'achat garanti de l'électricité renouvelable, c'est-à-dire le volume d'électricité renouvelable qui doit être acheté par certains acteurs du marché de l'électricité. Ces mesures actent notamment le fait que les entreprises de réseaux électrique ne sont plus les seules responsables de l'achat de la totalité de l'électricité renouvelable sur le marché, les entreprises de production électrique et les consommateurs d'électricité sont maintenant également concernés et devront respecter des quotas de production et d'achat.

Ces mesures [modifient](#) celles qui avaient été adoptées en 2007, obligeant les entreprises de réseau à acheter la totalité de l'électricité renouvelable produite et connectée au réseau. En 2021, la NEA a mis en œuvre un mécanisme "achat garanti + transaction de marché" pour les nouveaux projets éoliens et solaires photovoltaïques : les entreprises de réseau doivent acheter un certain nombre d'heures de production électrique pour aider chaque province à atteindre ses objectifs annuels en matière de consommation d'énergie renouvelable, tandis que la production d'électricité excédentaire est échangée sur le marché. Depuis le 1^{er} avril, la partie achat garanti n'est plus seulement assurée par les entreprises de réseau.

Aéronautique : COMAC fait la promotion du C919 en Arabie Saoudite

Le président de l'avionneur chinois COMAC, Dongfeng He, [s'est rendu](#) pour la première fois en Arabie Saoudite afin de promouvoir les appareils de l'entreprise, dans un contexte de réchauffement des relations économiques entre les deux pays.

COMAC souhaiterait "contribuer au développement du transport aérien saoudien" et "améliorer la connectivité mondiale", a déclaré M. He lors d'une conférence à Riyad le 21 mai. Le groupe Saudia, propriétaire de la compagnie nationale saoudienne et de la low-cost Flyadeal, a par ailleurs invité COMAC [à établir une chaîne d'assemblage](#) à Djeddah. Les deux entreprises discuteraient également de l'intégration du moyen-courrier C919 dans la flotte de Saudia, sans que des décisions définitives n'aient été prises pour le moment.

L'Arabie saoudite investit massivement dans son secteur aérien, dans le cadre de son plan "Vision 2030" visant à diversifier son économie. Le royaume entend se positionner comme une plaque tournante du transport aérien régional, notamment face à la concurrence des Émirats arabes unis.

Retour au sommaire [ici](#)

Agriculture et agro-alimentaire

Viande bovine : la Chine élargit son portefeuille de pays fournisseurs

Le 29 mai 2024, les douanes chinoises (GACC) ont publié sur leur site l'annonce [N°65/2024](#) de la GACC, qui déclare l'autorisation d'importation de viande bovine (avec et sans os, et y compris les co-produits comestibles) issus d'animaux de moins de 30 mois en provenance de Russie.

Le 30 mai 2024, le ministre de l'agriculture australien a [annoncé](#) que la Chine levait avec effet immédiat son embargo sur cinq gros exportateurs de viande bovine australienne. Ces établissements avaient vu leurs exportations interrompues par la Chine en rétorsion politique à l'appel de l'Australie en 2020 pour une enquête internationale sur les origines de la covid-19.

Retour au sommaire [ici](#)

Guangdong – Shenzhen : 8e conférence mondiale sur les drones

Le 24 mai 2024, [la 8e Conférence mondiale](#) sur les drones et l'Exposition internationale sur l'économie à basse altitude et les systèmes sans pilote ont ouvert leurs portes au Centre de convention et d'exposition de Shenzhen. D'après les publications officielles, 500 entreprises locales et de l'étranger étaient présentes, et plus de 4 000 nouveaux produits de systèmes d'aéronefs sans pilote y ont été présentés. Pendant les forums et les tables rondes, plus de 400 experts, universitaires et entrepreneurs se sont réunis à cette conférence pour discuter du développement de l'économie à basse altitude.

La conférence a publié un certain nombre de rapports et de normes, notamment :

- "Rapport 2024 sur le développement des aéronefs sans pilote et de l'économie à basse altitude"
- "Rapport 2024 sur le développement de l'industrie des aéronefs électriques à décollage et atterrissage verticaux (eVTOL)"
- "Guide d'achat 2024 pour l'acquisition de drones en Chine"
- "Exigences générales pour la technologie des bouteilles de stockage d'hydrogène des systèmes d'aéronefs sans pilote"
- "Exigences générales pour les coffres de chargement des aéronefs sans pilote"

Guangdong - Guangzhou : 26e conférence sur la fabrication de circuits intégrés et sur l'innovation et le développement de sa chaîne d'approvisionnement

[La 26e conférence annuelle](#) sur la fabrication des circuits intégrés et sur le développement de l'innovation dans sa chaîne d'approvisionnement a été inaugurée le 23 mai à Guangzhou. La conférence a rassemblé plus de 3 000 experts et académiciens nationaux, ainsi que des représentants d'entreprises dont BYD. Plus de 60 exposants étaient présentés sur place.

L'industrie chinoise des composants électroniques et des circuits intégrés s'est développée rapidement ces dernières années. De janvier à avril 2024, l'industrie de fabrication d'ordinateurs, de télécommunications et d'autres équipements électroniques du Guangdong a enregistré une croissance de 18,3 %, et la production de circuits intégrés a augmenté de 39,5 %. Au cours de cette même période, la production de circuits intégrés dans la province du Guangdong a augmenté de 39,5 %. L'industrie des semi-conducteurs est une priorité de la province. En décembre 2022, l' *Electronic Components and Integrated Circuits International Trade Centre Co., Ltd.* a été créé à Shenzhen, sous la direction de *China Electronics and Information Industry Group*

Corporation (CEEIC) et de Shenzhen Investment Holding Company Limited (SZIHC). Le centre a été conjointement mis en place par 13 entreprises d'Etat, publiques et privées, avec un capital enregistré de 2,128 Mds CNY. Dans un avenir proche, ce centre devrait adopter une structure "1+N", le "1" étant le siège social à Shenzhen, et le "N" étant les branches dans les autres régions cibles. Quatre sous-centres devraient voir le jour cette année : Beijing-Tianjin-Hebei, Chine de l'Est, Hengqin à Zhuhai, et Asie du Sud-Est.

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Attractivité : P. CHAN, Secrétaire aux Finances, en déplacement à Paris

Le Secrétaire aux Finances, Paul CHAN, s'est rendu la semaine dernière au salon *VivaTech* à Paris pour renforcer les collaborations commerciales et les échanges culturels entre Hong Kong, la France et l'Europe. Paul CHAN a mis en avant les réussites de l'écosystème des *startups* à Hong Kong, en particulier dans le domaine de la *FinTech*, et a souligné son rôle historique en tant que hub financier asiatique. Il a également encouragé les organisateurs de *VivaTech* à envisager la tenue d'une édition du salon à Hong Kong.

Cette visite marque la première venue à Paris d'une délégation hongkongaise aux côtés de responsables de Macao et de la province du Guangdong, dans le but de promouvoir les opportunités d'affaires dans la région de la *Greater Bay Area*. La délégation se rendra également à San Francisco et à Berkeley, en Californie.

Finance Verte : nouvelle certification ESG pour les acteurs du marché financier

Une nouvelle certification axée sur les exigences environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) sera bientôt proposée par la *Chamber of Hong Kong Listed Companies* (CHKLC) pour répondre aux besoins de *reporting* de *Hong Kong Exchanges and Clearing Limited* (HKEX).

Le développement de cet examen vise également à stimuler le secteur de la Finance Verte, une priorité gouvernementale selon J.LEE, Chef de l'exécutif hongkongais. Cette initiative fait suite à la publication, le mois dernier, d'un rapport de HKEX soulignant la nécessité d'améliorer la transparence et la responsabilité des entreprises hongkongaises en matière de *reporting* extra-financier.

Macroéconomie : le PIB de Macao a augmenté de 25,7 % au premier trimestre 2024

Les dernières statistiques du [Bureau des statistiques et du recensement](#) macanais font état d'une hausse du PIB de 25,7 % (g.a.) au premier trimestre 2024, soit 87,2 % du niveau d'avant la pandémie. Les arrivées de visiteurs ont augmenté (+79,4 %), ainsi que les exportations de services, qui ont bondi de 30 % en g.a. (dont +62,7 % et +14.8 % pour les exportations de services de jeux et de services touristiques respectivement).

Les dépenses publiques ont baissé de 20,7 % en raison de la fin de mesures de soutien économique. La consommation privée est par ailleurs en hausse de 11 %, ainsi que l'investissement (+ 13 % en g.a.).

Lors d'une conférence de presse, le chef de l'exécutif de Macao, M. HO Iat Seng, a souligné que l'objectif principal de Macao est de maintenir la part de l'industrie du jeu dans le PIB à moins de 40%. En 2023, la proportion de l'industrie du jeu dans le PIB avait diminué pour atteindre 36,2%.

Taiwan

Economie : le ministère du budget taiwanais réhausse ses prévisions de croissance pour 2024 à 3,9 %, anticipant une reprise du marché des semiconducteurs (segments IA et HPC).

La [croissance des exportations taiwanaises de biens et services](#) est estimée à +8,4 %, accompagnant la reprise de la croissance mondiale (de 0,3 % en 2023 à 3,0 % en 2024, selon le FMI). La demande mondiale de semiconducteurs à haute performance de calcul (HPC), capables de prendre en charge des applications d'IA, entraînerait une hausse de l'investissement de 1,5 % (TSMC prévoit la construction de 5 nouvelles usines à Taiwan cette année), permettant de sortir du cycle baissier lié au déstockage. Enfin, la consommation privée pourrait croître de 2,8 %, portée par des hausses de salaire et la croissance des valeurs de la tech sur le marché financier taiwanais.

Energie : le ministre du NDC « n'exclut pas » le retour du nucléaire mais sous conditions

Le [ministre du Conseil national pour le développement \(NDC\), Paul LIU](#), a déclaré publiquement cette semaine qu'une réouverture de la discussion sur le recours à l'énergie nucléaire dépendait de plusieurs paramètres : l'évaluation de l'offre actuelle d'électricité, le développement de l'électricité bas-carbone et l'atteinte des objectifs de neutralité carbone de 2050. La décision d'étendre le cycle de vie des centrales dépendrait du processus législatif, du niveau de consensus au sein de la société et d'un engagement sur la sûreté. Ces questions se posent pour les centrales N°3 et 2, sachant qu'une extension de la durée de vie de la centrale N°2 nécessiterait au moins 4 ans de préparation. Le Ministre a considéré que le stockage des déchets était le principal défi pour considérer le nucléaire comme une énergie verte. Celui-ci pourrait prendre la forme de l'entreposage à sec, sur lequel travaille actuellement Taipower. Il s'est montré confiant par ailleurs sur l'utilisation de l'hydrogène vert sur les 3 à 5 années à venir, et a souligné que l'[Academia Sinica disposait déjà d'une technologie](#) permettant de transformer le gaz naturel en hydrogène bleu-vert.

Le Ministère de l'économie procède actuellement à une réévaluation des besoins en électricité [sur les 10 prochaines années](#) qui pourraient augmenter de 3%/an avec la croissance du secteur des semiconducteurs et de l'intelligence artificielle.

Semi-conducteurs : TSMC annonce avoir obtenu une dérogation permanente du gouvernement américain pour son usine de Nanjing

TSMC a récemment annoncé avoir obtenu une [dérogation permanente](#) du gouvernement américain l'autorisant à importer des équipements de semiconducteurs vers sa fonderie de Nanjing, qui produit des puces 28 nm. TSMC rejoint ainsi Samsung et Hynix, deux fabricants sud-coréens ayant

déjà obtenu cette dérogation du régime de contrôle des exports américain pour leurs usines en Chine.

Pour rappel, TSMC a [annoncé](#) un troisième projet d'usine en Arizona, devant produire des semi-conducteurs de 2nm d'ici la fin de la décennie et portant son investissement total dans l'Etat à 65 Mds EUR.

Agriculture : signature d'un accord de reconnaissance mutuelle sur les produits bio avec le Royaume-Uni

Le [ministère de l'Agriculture taïwanais \(MOA\)](#) et le département britannique de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales (DEFRA) ont récemment conclu un accord en matière de reconnaissance mutuelle des certifications de produits biologiques. Il s'agit du 8ème accord du type que Taïwan conclut (après le Japon, l'Australie, la Nouvelle Zélande, les Etats-Unis, le Canada, l'Inde et le Paraguay), et le premier signé avec un pays européen. Ce dispositif permettra la commercialisation à Taïwan des produits bio britanniques, et à l'inverse, des produits taïwanais bio au Royaume-Uni. Pour rappel, ce dernier accord fait suite à l'entrée en vigueur en mai 2019 d'une nouvelle loi taïwanaise en matière de produits bio – « Organic Agriculture Promotion Act », qui préconise la signature d'accords de reconnaissance mutuelle (art. 17).

Retour au sommaire [ici](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Pékin
christian.gianella@dgtresor.gouv.fr, hannah.fatton@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pékin

Abonnez-vous : laureen.calcat@dgtresor.gouv.fr